

## ASSURER LES CONTROLES REGLEMENTAIRES POUR LA PROTECTION DES POPULATIONS

### Les contrôles phytosanitaires

L'Etat effectue des contrôles sur les deux points d'entrée communautaire (PEC) du Val-de-Marne : l'aéroport d'Orly et le marché d'intérêt national (MIN) de Rungis ainsi que dans les pépinières.



Exportation de fruits et légumes  
M.I.N. de Rungis  
Photo DRIAAF - L. Delaporte

#### Bilan des contrôles phytosanitaires à l'importation en 2011

Objectif : empêcher l'introduction d'organismes nuisibles sur le territoire français et protéger ses productions, ses espaces verts et ses forêts.

- **sur le M.I.N de Rungis**, 529 lots de végétaux (principalement agrumes, mangues, poires de contre-saison) et 329 lots d'emballage en bois ont été contrôlés. Les principales provenances sont l'Equateur, la Chine, Israël, la Turquie et le Mexique via la route ou les grands ports européens.

- **sur l'aéroport d'Orly**, 399 lots de végétaux (plantes, boutures, herbes aromatiques surtout), en provenance d'Afrique du Nord (Maroc, Tunisie) et d'Amérique Centrale et du Sud ont été contrôlés.

**30 interceptions de lots** dont 9 pour présence de parasites détectés à l'aéroport d'Orly.

#### Bilan des contrôles phytosanitaires à l'exportation en 2011

10 238 certificats phytosanitaires ont été délivrés après inspection des lots et vérification de leur conformité à la réglementation du pays destinataire : **le Val de Marne demeure le premier point de sortie de l'Union européenne en nombre de certificats.**

L'exportation a concerné des fruits et légumes, des fleurs coupées, des semences potagères et d'autres végétaux ou produits végétaux, à destination du Moyen-Orient et d'Afrique (Emirats Arabes Unis, Gabon, Ile Maurice, Congo, Djibouti, Arabie Saoudite...) et des départements français d'Outre-Mer. (Réunion, Martinique, Guadeloupe...).

### La sécurité sanitaire des produits alimentaires – la santé animale- la protection économique des consommateurs- la veille concurrentielle

L'Etat assure des missions de protection des personnes et des animaux.

#### Principaux résultats d'activité en 2011

**Interventions dans 4 300 établissements** : Au cours de ces contrôles 760 prélèvements ont été effectués.

Ces contrôles ont donné lieu à :

- 280 procès-verbaux transmis au Parquet de Créteil,
- 1000 rappels de réglementation adressés aux professionnels,
- 92 mesures de police administrative (injonctions et mises en demeure à l'encontre de professionnels),
- 15 décisions de fermeture d'établissements,
- 90 alertes actives et 52 alertes informatives traitées concernant des produits alimentaires ou industriels,
- 69 000 certificats à l'export délivrés,
- 178 lots de marchandises d'origine animale contrôlés sur l'aéroport d'Orly,
- 2500 plaintes et demandes d'information de consommateurs ou de professionnels reçues et traitées.

#### Quelques cas emblématiques :

**12 mesures de fermeture d'urgence pour raisons sanitaires** à l'encontre de 4 restaurants commerciaux, 2 établissements de restauration collective, 2 boucheries, 3 traiteurs et 1 établissement spécialisé dans la fabrication de produits asiatiques.

**50 procès-verbaux à l'encontre de grossistes pour mise en vente de colis de fruits et légumes atteints de pourriture.**

**11 procès-verbaux pour pratiques trompeuses ou agressives, infractions aux règles du démarchage ou abus de faiblesse** à l'encontre d'entreprises spécialisées dans l'installation, l'entretien et la réparation à domicile.

**6 procès-verbaux à l'encontre d'importateurs de matériels électriques, de jouets ou d'équipements de protection individuelle** du fait de risques pour la sécurité des utilisateurs, de l'absence d'autocontrôles de notice d'emploi ou de marquage CE.

**2 procédures à l'encontre de sites internet.**

## Le contrôle technique des véhicules



Photos DRIEE

L'Etat assure la **réception à titre isolé (RTI)** des véhicules importés (non conformes à un type européen) ou ayant fait l'objet d'une transformation ou d'un aménagement spécial (GPL, dépanneuses, auto-écoles, fourgons funéraires, etc) : **891 dossiers de particuliers et de professionnels ont été instruits en 2011.**

Par ailleurs, 26 autorisations de mise en circulation de véhicules permettant l'évacuation des véhicules en panne ou accidentés (cartes blanches) et 68 autorisations de mise en circulation de véhicules employés au transport en commun de personnes (cartes violettes) ont été délivrées en 2011.

L'enregistrement et l'orientation de l'ensemble des demandes de RTI des particuliers de l'Ile-de-France (environ 1500 dossiers en 2011) sont effectués dans le Val-de-Marne.

L'Etat organise la **surveillance des opérations de contrôle technique des véhicules légers et des poids lourds** au moyen de visites, de renouvellements d'agréments et de supervisions de contrôle. Ainsi, près de **200 contrôles**, dont 25 liés à l'ouverture de centres ont été réalisés dans le cadre de cette surveillance.

## Le contrôle des établissements d'activités physiques et sportives (EAPS) et des éducateurs sportifs

Cette démarche a concerné prioritairement les salles de remise en forme, les piscines, les établissements de tir, les associations ou comités sportifs ayant bénéficié d'une aide financière du Centre National de Développement du Sport dans le cadre du plan « sport emploi », certaines associations participantes à l'accompagnement éducatif, les établissements d'activités physiques et sportives pour lesquels un dysfonctionnement ou un problème a été signalé. Lors des visites, sont vérifiées les conditions de pratique et d'encadrement des activités conformément au Code du sport. Au total, **136 établissements ont été contrôlés** (50 en 2010). Par ailleurs, plus de **412 cartes professionnelles d'éducateur sportif ont été délivrées** (150 en 2010). Les procédures de contrôle sont aussi l'occasion de conseiller les exploitants d'établissements et les éducateurs sur la réglementation sportive.

## Le contrôle des accueils collectifs de mineurs

L'Etat assure la protection de mineurs dans les accueils collectifs intervenant sur les temps de loisirs et vérifie la qualité éducative de ces structures.

### Les accueils de loisirs sans hébergement

En 2010/2011, 700 accueils de loisirs fonctionnant à l'année et 53 accueils de scoutisme, toutes périodes confondues (mercredi, périscolaire, vacances et autres, par exemple le samedi) ont été déclarés.

### Les séjours avec hébergements

En 2010/2011, ont été déclarés : 927 séjours de vacances dont 248 sur le département ; 194 camps de scoutisme (de plus de 3 nuits) dont 3 dans le département ; 50 séjours courts (de 1 à 3 nuits) ; 80 séjours sportifs ; 33 séjours linguistiques et 9 autres types de séjour.

En 2011, **108 visites d'accueils de loisirs sans hébergement** ont été effectuées.

## L'inspection du travail

Les inspecteurs du travail et les contrôleurs du travail placés sous leur autorité sont chargés de :

• **veiller à l'application des dispositions du code du travail** et des autres dispositions légales relatives au régime du travail, ainsi qu'aux stipulations des conventions et accords collectifs de travail répondant aux conditions fixées au livre II de la deuxième partie du code du travail

• **constater, concurremment avec les officiers et agents de police judiciaire, les infractions à ces dispositions et stipulations** (article L.8112-1 du code du travail)

En 2011, l'action de l'inspection du travail a donné lieu à **6446 interventions** (dont **3292 contrôles**).

• **Les actions prioritaires nationales** ont porté sur :

- l'évaluation des risques professionnels en entreprise : **642 interventions**
- les risques cancérogènes mutagènes et toxiques pour la reproduction (CMR) : **367 interventions**
- l'implantation des délégués du personnel et le fonctionnement de l'institution : **217 interventions**
- le travail illégal : **662 interventions**
- la réglementation sociale européenne dans le secteur du transport : **109 interventions (10 585 journées contrôlées)**
- la campagne risque routier : **72 interventions**.

• **Les sujets prioritaires retenus dans le cadre du projet de service régional** ont donné lieu à :

- Prévention des risques sur les chantiers : **597 interventions**
- Etablissements de soins : **44 interventions**
- Prévention des risques dans le secteur de la propreté : **42 interventions**
- Secteur aéroportuaire : **44 interventions**
- Egalité hommes femmes : **44 interventions**.